

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance multi marques, préventive et
corrective, des Ascenseurs, Monte-Malades, EPMR,
Escalators, Monte-charges et Quais élévateurs de
l'Hôpital NOVO**

N° du CCAP : 24NOVO17

HOPITAL NOVO
6 Avenue de l'île de France
95300 PONTOISE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Protection des données à caractère personnel	4
5 - Durée et délais d'exécution.....	4
5.1 - Durée du contrat	4
5.2 - Reconduction.....	4
6 - Prix.....	4
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
6.2 - Modalités de variation des prix.....	4
7 - Garanties Financières.....	5
8 - Avance.....	5
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	5
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	5
9 - Modalités de règlement des comptes.....	5
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement	6
9.3 - Délai global de paiement	6
9.4 - Paiement des cotraitants	6
9.5 - Paiement des sous-traitants	6
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
11 - Développement durable.....	7
12 - Constatation de l'exécution des prestations	7
12.1 - Vérifications	7
12.2 - Décision après vérification	7
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	7
14 - Pénalités	7
15 - Assurances.....	9
16 - Résiliation du contrat.....	9
16.1 - Conditions de résiliation	9
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
17 - Règlement des litiges et langues	10
18 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	10
19 - Dérogations	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne :

Maintenance multi marques, préventive et corrective, des Ascenseurs, Monte-Malades, EPMR, Escalators, Monte-charges et Quais élévateurs de l'Hôpital NOVO

Les prestations demandées peuvent être de deux formes :

- Prestations de maintenance forfaitaire (pour tout type de maintenance) ;
- Prestations de maintenance corrective hors forfait (sur bon de commande)

Lieu(x) d'exécution :

Hôpital NOVO (tous les sites)

Adresse : 6, Avenue de l'Île-de-France, 95300 Pontoise

SIRET : 26950015300011

Hôpital NOVO, Site de Pontoise

Adresse : 6, Avenue de l'Île-de-France, 95300 Pontoise

Hôpital NOVO, site de Marines

Adresse : 12 Bd Gambetta, 95640 Marines

Hôpital NOVO, site de Magny

Adresse : 38 Rue Carnot, 95420 Magny-en-Vexin

Hôpital NOVO, site d'Aincourt

Adresse : Parc de la bucaille, 95510 Aincourt

Hôpital NOVO, site de Beaumont-sur-Oise

Adresse : 25 Rue Edmond Turcq, 95260 Beaumont-sur-Oise

Hôpital NOVO, site de Carnelle

Adresse : 10 All. de la Font au Roy, 95270 Saint-Martin-du-Tertre

Hôpital NOVO, site des Oliviers à Beaumont-sur-Oise

Adresse : 1 Chemin. de l'Orée Carnelle, 95260 Beaumont-sur-Oise

Hôpital NOVO, site CMP Adulte/Enfant

Adresse : 9 Allée Normande, 95330 Domont

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (DPGF et BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1 et 2
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 24 mois à compter du 01/03/2025 ou sa date de notification si postérieure.

5.2 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **novembre 2024**, appelé mois Mo. Les prix sont fermes pour 12 mois.

Pour l'année suivante, en cas de reconduction, les prix seront révisés en application de la formule suivante :

$$P = P_o * (0,5 + 0,5 * \left[\left(0,6 * \frac{ICTHT - IME}{ICTHT - IME_o} \right) + 0,4 * \left(\frac{FSD2}{FSD_{2o}} \right) \right])$$

dans laquelle:

P = prix révisé

Po = les prix initiaux du marché réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (novembre 2015).

ICHT IME et ICTHT IME o sont les valeurs de l'Indice du Coût Horaire du Travail (ICHT) - IME : Industrie mécaniques et électriques pour respectivement novembre 2016 et novembre 2015 pour le calcul des prix de la deuxième année.

FSD2 et FSD2o sont les valeurs de l'indice des frais et services divers du Moniteur pour respectivement novembre 2026 et novembre 2025 pour le calcul des prix de la deuxième année.

La révision des prix n'interviendra que lorsque les indices du trimestre concerné seront connus. Il n'y aura pas de révision provisoire.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26950015300011

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Information annuelle d'une dizaine d'agents SSIAP à la désincarcération de cabine avec mise à disposition des clés de déverrouillage

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable sont décrits dans les critères de choix.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Le représentant du Pouvoir adjudicateur.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

Proposition de Pénalités de maintenance

Les prestations non conformes au marché donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Le montant des pénalités est fixé pour la durée du marché. Toutes les pénalités sont cumulables.

Arrêts des appareils

Tout arrêt d'appareil, au-delà de :

- 6 heures, consécutives donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de **100 euros** par heure de retard, sauf en l'absence de stock signifié par courriel au MOA dans le délai de 6 heures
- 48 heures consécutives, pour défaut de stock donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de **300 euros** par jour

Pénalité pour absence d'assistance technique

En cas d'absence du représentant du titulaire ou en cas de retard supérieur à 1h00 à une convocation par mail fixée par le maître d'ouvrage accompagné d'un prestataire de contrôle suite à des pannes récurrentes envoyée au minimum 5 jours ouvrables plus tôt, une pénalité forfaitaire de **150 euros** est applicable.

Autres pénalités

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **100 €** en cas de perte d'un badge d'accès ou de clé. Pour la perte d'un passe la responsabilité civile du titulaire sera mise en jeu.

En cas de non mise à jour du carnet d'entretien d'un appareil suite à une intervention sur cet appareil, le titulaire encourt une pénalité de **150 €** pour chaque intervention non consignée au carnet.

En cas de non remise d'un planning annuel d'interventions au plus tard 1 mois à compter de la date anniversaire du marché entraîne une pénalité de **50 €** par jour de retard.

Délai d'exécution et pénalités applicables concernant les prestations d'entretien

Intervention / manquement	Période de fonctionnement	Tranches horaires		Délai remise en service	Montant pénalités unitaires
		de 7h à 22h	de 22h à 7h		
Désincarcération	24h/24 - 7j/7	Délai d'intervention 30 mn 45 mn		4 heures	30 € / ¼ H de retard ^①
Dépannage appareil «prioritaire» sans remplacement de pièces	24h/24 - 7j/7	Délai d'intervention 1 heure 1 heures		4 heures	75 € / H de retard ^②
Dépannage appareil «non prioritaire» sans remplacement de pièces	24h/24 - 7j/7	Délai d'intervention 2 heures 3 heures		6 heures	75 € / H de retard ^②
Dépannage monte-charge non accompagné sans remplacement de pièces	24h/24 - 7j/7	Délai d'intervention 2 heures si charge 3 heures sans charge 4 heures		6 heures	75 € / H de retard ^②
Dépannage Elévateur de personnes sans remplacement de pièces	24h/24 - 7j/7	Délai d'intervention 2 heures 3 heures		6 heures	75 € / H de retard ^②
Dépannage Escalier mécanique sans remplacement de pièces	24h/24 - 7j/7	Délai d'intervention 2 heures Sans objet		6 heures	75 € / H de retard ^②
Dépannage Niveleur de quai sans remplacement de pièces	24h/24 - 7j/7	Délai d'intervention 3 heures 4 heures		8 heures	75 € / H de retard ^②
Dépannage avec remplacement de pièces sur appareils de marque GC* et sur stock national	24h/24 - 7j/7	Voir ci-dessus en fonction équipement		3 jours	150 € / jour de retard ^③
Dépannage avec remplacement de pièces non tenues en stock	24h/24 - 7j/7	Voir ci-dessus en fonction équipement		Doit être annoncé au devis	150 € / jour de retard ^③
Absence d'étude de sécurité	-	Un mois après la date de début de prestation		-	300 € / Installation et par constat (commission, quinquennale)
Non remise de l'état des lieux initial et contradictoire + MàJ aux dates anniversaires de prolongation	-	Dans les deux mois à compter de la date de l'état des lieux		-	150 € / jour de retard ^③
Non remise du rapport annuel	-	Dans les 30 jours suivant la date anniversaire du contrat		-	100 € par jour de retard
Visite de maintenance manquante	-			-	200 € par visite
Absence à une réunion de suivi sans avertissement préalable	-			-	150 €
Levées d'observations de rapports de contrôles techniques périodiques	-	90 jours à compter de la date de transmission du rapport		-	200 € par rapport + 50 € par observations résiduelles lors d'une commission

				de sécurité
		Présence d'observations récurrentes de l'année N sur l'année N+1		50 € par réserve

① Tout quart d'heure entamé est comptabilisé

② Toute heure entamée est comptabilisée

③ Tout jour entamé est comptabilisé

④ Tout mois entamé est comptabilisé

* Marque GC : Grand Constructeur

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

18.1 - Rappel des obligations du titulaire

L'Hôpital NOVO confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

18.2 - Modalité de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

19 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services